



# Déclarations et Discours

---

No 77/9

## DÉVELOPPER LES RELATIONS CANADO-JAPONAISES EN VUE D'ATTEINDRE DES OBJECTIFS COMMUNS

Discours du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Don Jamieson, à l'occasion d'un déjeuner donné à Vancouver le 13 juin 1977, en l'honneur du ministre des Affaires étrangères du Japon, S.E. Lichiro Hatoyama.

Je crois qu'il est tout à fait approprié de tenir dans l'Ouest du Canada la première réunion de la Commission économique mixte canado-japonaise, que M. le ministre Hatoyama et moi-même avons inaugurée ce matin. J'ai choisi Vancouver parce que je voulais montrer le rôle important et actif que les Canadiens des provinces de l'Ouest jouent dans l'élaboration de toutes les facettes que comporte la dimension "Pacifique" de la politique étrangère du Canada.

La ville de Vancouver est elle-même une plaque tournante où prennent place de nombreuses activités qui découlent de cette politique. Une bonne partie des échanges, importants et croissants, qui se font entre le Canada et ses partenaires du Pacifique transite par cette ville. C'est aussi dans les bureaux et les conseils d'administration de Vancouver que se prennent bon nombre de décisions sur l'activité financière et commerciale du Canada dans la région du Pacifique.

Je ne veux pas dire par là que les échanges entre Vancouver et les pays du Pacifique se limitent aux domaines commercial et financier. Un va-et-vient incessant de personnes entre les deux régions du globe fait que cette ville comprend parfaitement le rôle croissant du Canada dans le Pacifique et y participe d'une façon toute particulière. Les universités de Vancouver orientent de plus en plus leurs programmes en fonction des besoins de la région. Les liens culturels très étroits qui unissent cette ville à la région du Pacifique dans les domaines des arts, du théâtre, et même de la gastronomie, témoignent également de l'importance qu'ont les relations avec le Pacifique dans la vie de Vancouver.

Aujourd'hui, j'entends limiter mes propos à un élément majeur de l'élaboration de la politique canadienne dans le Pacifique: les relations importantes et toujours plus complexes que nous avons avec le Japon. Si le gouvernement Trudeau a décidé, il y a plusieurs années, d'accorder une haute priorité à l'élaboration et à l'expansion des relations du Canada avec le Japon, c'est qu'il reconnaissait la montée de ce dernier parmi les puissances mondiales; les intérêts considérables du Japon au niveau international se situaient surtout, mais non exclusivement, sur le plan économique. Le gouvernement canadien percevait alors que le Japon, l'une des premières nations commerçantes du monde, serait appelé à jouer un rôle clé dans la gestion de l'économie mondiale. De plus, le Japon, comme le Canada, est un pays industrialisé. Les deux pays partagent les mêmes idéaux démocratiques et veulent réagir de façon efficace à la situation économique et politique mondiale toujours plus complexe. Il était donc dans l'intérêt des deux pays de se consulter plus fréquemment sur les questions internationales.

---

De surcroît, le Japon représentait un vaste marché vers lequel le Canada pouvait écouler ses biens et services; il avait de plus les moyens de participer au développement du Canada grâce, notamment, à des investissements dont le pays avait besoin. Une conclusion s'imposait: des relations accrues avec le Japon, fondées sur une plus grande coopération et sur des liens plus étroits dans les domaines politique, économique, culturel, scientifique et technique serviraient directement les objectifs du Canada, désireux d'édifier une économie nationale saine et de réduire sa vulnérabilité économique.

De toute évidence, cette valorisation des relations entre le Canada et le Japon ne pouvait pas se réaliser sans l'acquiescement de ce dernier. Je crois qu'on peut déclarer sans crainte que le gouvernement japonais partage entièrement cet objectif et qu'il a fait état de sa volonté de renforcer et de multiplier les liens qui nous unissent.

C'est dans cette optique que je veux brièvement passer en revue les progrès qui ont été réalisés pour atteindre les objectifs du Canada dont il vient d'être question, et pour formuler certaines suggestions quant à la façon de collaborer davantage dans notre intérêt commun.

Il fallait tout d'abord accroître les consultations entre les deux gouvernements afin d'encourager le gouvernement et le peuple japonais à mieux comprendre le Canada et son peuple. Nous avons également essayé d'édifier un cadre plus systématique pour faciliter ces consultations. L'augmentation marquée des rencontres bilatérales entre nos chefs politiques, comme la visite du premier ministre au Japon, en octobre dernier, et celle de M. Hatoyama ici aujourd'hui, illustre bien cet effort. D'ailleurs, c'est la troisième fois depuis mon arrivée aux Affaires extérieures, en septembre, que je rencontre mon homologue japonais; en effet, j'avais déjà rencontré M. Hatoyama au Sommet économique de Londres, le mois dernier, et son prédécesseur à la dernière session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Je trouve cet accroissement des consultations particulièrement bénéfique en raison de l'optique différente que chacun des deux pays apporte aux discussions.

De telles rencontres fournissent également une excellente occasion d'échanger des vues sur des sujets importants tels que les questions nucléaires qui feront l'objet des discussions que j'aurai avec M. Hatoyama cet après-midi. Je tiens à signaler à cet égard qu'il n'y a pas de divergence fondamentale entre les positions canadienne et japonaise sur la non-prolifération. Nos deux pays sont résolus à empêcher la prolifération des armes nucléaires. Les divergences qui apparaissent au cours de nos négociations tiennent au fait que nous devons chacun aborder ces discussions en tenant compte de nos politiques nationales. Notre rencontre nous permettra de clarifier nos positions et de trouver, si la chose est possible, les moyens de concilier les exigences canadiennes en matière d'exportations nucléaires et les besoins énergétiques du Japon.

Il est également devenu évident que pour consolider leurs relations bilatérales, le Canada et le Japon devront changer l'idée traditionnelle, et souvent inexacte, qu'ils ont l'un de l'autre. Un tel changement s'impose tout particulièrement dans les milieux de l'information et dans les institutions de haut savoir, si nous voulons atteindre

dre nos objectifs politiques et économiques. C'est dans ce but que mon ministère a lancé un important programme d'échanges universitaires destiné à susciter le développement des études canadiennes au Japon et des études japonaises au Canada. Notre activité s'étend également aux échanges dans les domaines du sport, de l'éducation, du théâtre et des mouvements de jeunes, échanges par lesquels nous essayons d'encourager une meilleure compréhension entre les deux peuples.

Ce défi d'en arriver à une plus grande compréhension mutuelle et de changer l'image traditionnelle que le Japon et le Canada ont l'un de l'autre, se pose aussi dans les secteurs du commerce et de l'économie. Dans ces secteurs, nous entretenons déjà avec le Japon des relations très importantes qui sont à l'avantage des deux pays. C'est là un fait dont les habitants de l'Ouest du Canada, fournisseurs de la plus grande partie de nos exportations vers le Japon (lesquelles se chiffraient à 2,4 milliards de dollars en 1976) sont certes tout à fait conscients. Il est également capital de noter que les besoins du Japon ont été tels qu'ils ont justifié à eux seuls l'accroissement de la production canadienne de biens tels que le charbon, le colza, le minerai et les concentrés de cuivre et de plomb, le porc, les oeufs de hareng et la pâte à papier, pour n'en nommer que quelques-uns. Parallèlement, les Canadiens qui, en 1976, ont importé du Japon pour 1,5 milliard de dollars de marchandises restent parmi les plus grands acheteurs de l'électronique de consommation et des automobiles que produit le Japon.

Il nous faut cependant avouer que nous nous connaissons encore trop peu, qu'il subsiste de fausses perceptions de part et d'autre et que, généralement, nous ne sommes pas encore suffisamment conscients des possibilités que recèlent nos relations. Je suis convaincu que les domaines du commerce, de l'investissement, de la coparticipation et des échanges techniques nous offrent toujours des occasions extraordinaires. Pourtant, les programmes traditionnels d'expansion du commerce et les mécanismes consultatifs déjà établis ne nous ont pas permis de relever pleinement le défi. C'est pourquoi les gouvernements des deux pays doivent donner le pas et utiliser les instruments dont ils disposent pour faciliter cette évolution, car il leur revient de créer le climat et les conditions qui susciteront une action positive des secteurs privés des deux pays.

L'Accord-cadre de coopération économique, signé par les premiers ministres Trudeau et Miki en octobre dernier, représente un excellent stimulant à nos activités économiques. Il montre que les gouvernements japonais et canadiens sont résolus à rechercher des relations meilleures et plus équilibrées, fondées sur un pragmatisme positif, des avantages mutuels et une plus grande compréhension de la part de chacun des deux pays de la politique économique de l'autre. L'Accord-cadre prévoit également la création de la Commission économique mixte canado-japonaise qui se réunit ici aujourd'hui, et l'engagement des deux gouvernements à promouvoir le développement et la diversification de leurs échanges commerciaux, ainsi qu'à encourager et faciliter la coopération entre leurs industries respectives.

L'accroissement constant de nos échanges commerciaux constituera un facteur important de nos relations futures avec le Japon. Il reste cependant que les rapports plus étroits que j'estime possibles entre nous comportent d'autres dimensions non négligeables, par exemple l'élargissement de la gamme de produits que nous échangeons.

Le Canada souhaite augmenter la proportion de biens transformés et manufacturés qu'il exporte au Japon. Le gouvernement du Canada a mis en place, en collaboration avec le Japon, un programme intensif d'expansion commerciale destiné à informer les hommes d'affaires et les consommateurs japonais de la compétence du Canada en tant que pays industriel et exportateur, et à renseigner les hommes d'affaires canadiens sur les structures et les possibilités du marché japonais.

La tâche est ardue et exigera de la persévérance; mais je crois qu'on peut déjà percevoir un changement dans la composition de nos échanges. Le Japon apprend graduellement à mieux apprécier le savoir-faire et la qualité de ses partenaires commerciaux canadiens. Les réalisations techniques du Canada — premier pays du monde à concevoir, fabriquer et utiliser un satellite de communications et un réacteur nucléaire à eau lourde très efficace, et l'un des chefs de file dans le domaine des ADAC (avions à décollage et atterrissage courts) — sont mieux connues et appréciées au Japon. Des études intensives sont déjà en cours sur les possibilités de coopération dans les secteurs de l'aérospatiale et de l'énergie nucléaire. Des sociétés canadiennes ont vendu au Japon divers produits de leur industrie, dont des pièces d'avion et d'automobile, du matériel de service, de l'équipement dans les domaines de la restauration et de l'électronique, ainsi que des sonars pour la pêche et des terminaux pour les ordinateurs.

Je crois que plusieurs des neuf grands industriels japonais qui se sont rendus au Canada l'automne dernier, dans le cadre de la mission Makita, ont exprimé l'inquiétude de voir le Canada poser comme condition d'accès à ses matières premières, l'accroissement de la proportion de biens manufacturés qu'il vend au Japon. Je tiens à souligner que cela ne fait pas partie de la politique canadienne. Le Canada veut vendre des biens manufacturés au Japon, comme aux autres grands pays industrialisés, mais je tiens à mettre l'accent sur le fait qu'il ne s'attend pas à ce que les sociétés japonaises achètent des biens canadiens qui ne seraient pas concurrentiels. J'attache également de l'importance à nos échanges actuels dans les industries extractives et dans le secteur agricole; je compte bien qu'ils continueront de s'accroître.

Les investissements sont également appelés à jouer un rôle dans l'avenir de nos relations économiques. Les prévisions indiquent que le Japon augmentera considérablement ses investissements à l'étranger. Les capitaux étrangers ont été et continueront d'être nécessaires au développement du Canada. Même s'ils restent encore relativement modestes du point de vue canadien, des capitaux japonais importants sont entrés au Canada, dans des secteurs qui se diversifient toujours davantage (500 millions de dollars consacrés à 287 projets). Par ailleurs, les investisseurs japonais ont pris soin de s'assurer que leurs investissements étaient les bienvenus. Leurs apports de capitaux ont été conçus de façon à respecter les intérêts du pays d'accueil, mettant l'accent sur la coparticipation ainsi que sur les prêts et les placements sous forme d'actions. Je crois cependant qu'il y a place pour d'autres investissements, avantageux aussi bien pour le Canada que pour les investisseurs japonais, et je puis vous assurer que de tels placements sont les bienvenus.

Je sais qu'on s'inquiète du climat dans lequel se font les investissements au Canada. Je répondrai à cette objection en faisant remarquer que les investisseurs d'autres pays continuent à placer des capitaux considérables au Canada, montrant ainsi qu'ils esti-

ment toujours profitable d'y investir. D'ailleurs, je crois qu'une importante revue d'affaires japonaise en est venue à cette conclusion à la suite d'un récent sondage. Le Canada traverse une période difficile et on s'interroge, aussi bien au pays qu'à l'étranger, sur l'évolution du fédéralisme canadien. Je tiens à vous assurer que l'issue du débat actuel n'altérera pas d'une façon importante les fondations de mon pays. Au cours des 110 années de son histoire, le Canada a dû relever de nombreux défis et il les a toujours surmontés d'une façon rationnelle et démocratique. Je suis persuadé que nous sortirons de la période actuelle plus forts et plus unis que jamais.

J'ai mentionné plus tôt que les hommes d'affaires canadiens devaient intensifier leurs relations avec leurs homologues japonais. J'ai également signalé certaines des initiatives prises par nos deux gouvernements en vue de faciliter de telles relations. Les résultats sont déjà nombreux dans ce domaine; je sais que bon nombre de mes auditeurs ont noué de nombreuses relations avec le Japon. Il faut persévérer dans ces efforts et les intensifier, car ils sont indispensables à l'expansion de notre coopération économique. Divers pays ont créé des associations d'hommes d'affaires qui les aident à multiplier les contacts, et je crois qu'on discute dans les milieux d'affaires canadiens de la possibilité de former une telle association qui regrouperait des hommes d'affaires canadiens et japonais. J'applaudis à une telle initiative.

Comme je l'ai dit au début de mon allocution, la Commission économique mixte canado-japonaise a ouvert sa première réunion ce matin. Cette rencontre est une autre preuve de l'engagement pris par nos deux gouvernements pour favoriser encore plus la coopération économique. Cette commission, qui doit se réunir annuellement, a deux objectifs principaux: premièrement, favoriser les initiatives pouvant entraîner un accroissement des échanges, des entreprises en coparticipation et des investissements mutuellement avantageux; deuxièmement, discuter de questions économiques, bilatérales ou multilatérales, d'intérêt commun. En plus d'aborder des questions générales, la Commission doit discuter en détail les possibilités de coopération dans les secteurs de l'énergie, des ressources, de l'agriculture et de l'industrie secondaire.

Ce bref survol vous donnera quelque idée des efforts que nous déployons pour intensifier nos relations avec le Japon. Je crois que nos rapports sont déjà substantiels; cependant, les possibilités restent grandes et exigeront encore plus d'efforts, aussi bien de la part du gouvernement que de l'entreprise.

C'est à ce prix seulement que nous pourrons réaliser pleinement les possibilités de coopération qui sont dans notre intérêt commun.

---

S/C